

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL**

Département des
**Alpes-de-Haute-
Provence**

-
Arrondissement de
Forcalquier

-
Canton de
Valensole

-
Commune de
Gréoux-les-Bains

Séance du 21 septembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-et-un septembre à neuf heures,
Se sont réunis les membres du conseil municipal, sous la présidence de
Madame Michèle COTTRET, 1^{ère} adjointe.

Présents :

Mesdames Danielle CASALE, Michèle COTTRET, Monique HOURS,
Josette LAUVERGNIAT, Anne-Marie PERRON, Nathalie PONCE-
GASSIER, Mirjam REINHARD, Joëlle TEBAR, Nicole VENTEUX.

Messieurs Laurent HOTTIER, Pierre LUCAS, Raymond MAZZOLENI, Alain
ROUX, Mathieu SOLDA.

Absents donnant pouvoir :

Monsieur Paul AUDAN à Madame Michèle COTTRET, Monsieur Jean-
Philippe BARTOLOTTA à Monsieur Raymond MAZZOLENI, Monsieur
Michel BRIFFAUD à Monsieur Laurent HOTTIER, Monsieur Swen
BUHLER à Madame Josette LAUVERGNIAT, Madame Olivia BURLES à
Madame Nathalie PONCE-GASSIER, Monsieur Jérôme DUPUY à Mathieu
SOLDA, Madame Françoise MARQUE à Monsieur Alain ROUX.

Absents :

Monsieur Vincent BLACHERE, Monsieur Thierry LATIL.

Secrétaire de séance :

Madame Josette LAUVERGNIAT

Nombre de conseillers

En exercice : 23

Présents : 14

Votants : 21

Date de convocation

15 septembre 2022

OBJET : Mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2023

Rapporteur : Monsieur Alain ROUX

En application de l'article 106 III de la loi n° 2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57.

Cette instruction résulte d'une concertation étroite entre la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), la Direction des Finances Publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel du droit commun de toutes les collectivités locales d'ici le 1^{er} janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales.

Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui aura été retenu.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires et comptables assouplies offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

1) Fixation du mode de gestion des amortissements d'immobilisations en M57 :

Conformément aux dispositions de l'article L.2321-2-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants.

Pour rappel, sont considérées comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement. Les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l'article R.2321-1 du CGCT.

Il est proposé de fixer les amortissements pour les catégories de biens suivants et leur durée d'amortissement :

Comptes 20 et ses déclinaisons :

- Frais d'étude, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme : 5 ans,
- Frais d'études : 5 ans,
- Fonds de concours pour centre de congrès : 30 ans,
- Concessions, droits et licences : 5 ans.

Enfin, la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cet amortissement est calculé au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée dans le patrimoine de la commune.

Ce changement de méthode comptable s'appliquera de manière progressive et ne concernera que les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2023, sans retraitement des années antérieures. Ainsi les amortissements qui ont commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

2) Application de la fongibilité des crédits :

L'instruction budgétaire et comptable M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections (article L.5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas le Maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de la plus proche séance.

Le passage à la nomenclature M57 oblige la commune à **adopter un règlement budgétaire et financier** dès que la collectivité met en place des Autorisations de Programmes (AP) ou des Autorisations d'Engagement (AE).

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

Vu l'article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57.

Vu l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

Considérant que la collectivité souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier

Considérant que cette norme comptable s'appliquera à tous les budgets de la Ville.

Considérant l'avis favorable en date du 21 juillet, de Monsieur Patrick GRUNBERG comptable public de Forcalquier, pour la mise en place à compter du 1^{er} janvier 2023 de la nomenclature budgétaire et comptable M57,

Le Conseil Municipal, l'exposé du rapporteur entendu et après délibération à l'unanimité :

ADOpte la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57, pour le budget principal et les budgets rattachés à la commune, à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

ADOpte un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

VALIDE les catégories de biens amortis et leur durée d'amortissement comme présenté en début de délibération ;

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à compter du 1^{er} janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et, ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de cette délibération.

Délibéré à Gréoux-les-Bains,
Le 21 septembre 2022

Signé,
Le **22 SEP. 2022**

Publié sur le site internet de la mairie :
Le **27 SEP. 2022**

Le Maire,

Le secrétaire de séance,



A blue circular official stamp of the Mayor of Gréoux-les-Bains, Haute-Provence. The stamp features a central emblem with a figure holding a staff and a star above, surrounded by the text 'MAIRIE DE GREOUX-LES-BAINS' and 'HAUTE PROVENCE'. A blue ink signature is written over the stamp.

Paul AUDAN



A blue ink signature, likely of the secretary of the meeting.

Josette LAUVERGNIAT